

**11 MAI 2023**

**DELIBERATION N° 2023-039-DC**

Le onze mai deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le quatre mai deux mille vingt-trois.

**Membres présents :**

*Président*, Jackie GOULET CLAISSE

*Vice-présidents*, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Rodolphe MIRANDE (sauf 037), Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

*Conseillers délégués*, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT

*Conseillers*, Didier ROUSSEAU, Amel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN (sauf 037), Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU (de 044 à 056), Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Nathalie MORON, Myriam de CARCADAREC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, , Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER  
Didier CHEVROLIER suppléant Éric LEFIEVRE

**Absent (s) / Excusé(s) :**

Jérôme HARRAULT, Sophie TUBIANA, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Gilles BARDIN, Marie-Luce DURAND, Michel DELPHIN, Catherine EVILLARD, Sylvain LEFEBVRE, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Patricia VILLARME, Bernard HENRY

**Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :**

Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Loïc BIDAULT, Olivier DESCHARD à Béatrice BERTRAND, Benoît LEDOUX à Didier ROUSSEAU, Michel DELPHIN à Nathalie MORON, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Noël NERON à Éric TOURON, Béatrice GUILLON à Jean-François MIGLIERINA, Marc-Antoine NERON à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Arlette BOURDIER, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Thomas GUILMET, Sylvie TAUGOURDEAU à Géraldine LE COZ, Bernard HENRY à Éric MOUSSERION

**Secrétaire de séance : Patricia COCHET**

	DC 037	DC 038 à 043	DC 044 à 056
Membres en exercice	81	81	81
Quorum	41	41	41
Présents	56	58	59
Absents - Excusés	25	23	22
Pouvoirs	15	15	15
Votants	71	73	74

**PLUI DU DOUESSIN – MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 - DOUE-EN-ANJOU – PROJET D'HEBERGEMENTS TOURISTIQUES - BIOPARC**

Le Président de la Communauté d'Agglomération a été sollicité par la commune de Doué-en-Anjou pour réaliser une modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Douessin approuvé le 14 décembre 2016, afin :

- de permettre la réalisation d'un projet d'hébergements touristiques pour le Bioparc, à proximité de son parking ;
- en classant la parcelle actuellement zonée en UB dans le PLUi du Douessin en UBz.

La procédure a été dispensée d'évaluation environnementale par l'Autorité environnementale le 31 Janvier 2023.

Les personnes publiques associées (État, Région, Département, chambres consulaires et Parc Naturel Régional) ont été sollicitées pour avis le 22 Décembre 2022.

Le Préfet a émis un avis favorable en attirant l'attention sur le fait que les travaux liés au projet d'hébergements ne pourront pas être autorisés avant la fin de la procédure de modification du PLUi du Douessin.

La Présidente de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) et la Présidente du Conseil Départemental ont émis un avis favorable.

L'enquête publique s'est déroulée du 14 Mars au 28 Mars 2023. Aucune observation du public n'a été faite.

Le commissaire enquêteur a émis le 18 Avril 2023 :

- Un avis favorable au projet de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Douessin.

Dans ces conditions, il est possible d'adopter la modification.

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Dénezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

**Vu** la délibération du 14 Décembre 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Douessin ;

**Vu** l'arrêté du Président de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire N°2023-007 AP du 22/02/2023 organisant l'enquête publique sur le projet de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Douessin ;

**Vu** l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 18 Avril 2023 ;

**Vu** l'avis favorable du Préfet sur le projet en date du 10 Février 2023 ;

**Vu** l'avis favorable de la Présidente de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) sur le projet en date du 11 Janvier 2023 ;

**Vu** l'avis favorable de la Présidente du Conseil Départemental sur le projet en date du 20 Février 2023 ;

**Vu** le règlement graphique et actuel et modifié annexé à la présente ;

**Vu** l'avis favorable de la commission Aménagement du territoire, Habitat en date du 02 Mai 2023 ;

**Vu** l'article L5211-57 du code général des collectivités territoriales qui dispose que les décisions du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune ;

**Vu** la délibération n°2023.05.84 de la commune de Doué-en-Anjou émettant un avis favorable ;

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'APPROUVER** la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Douessin conformément aux pièces annexées.

Accusé de réception  
049-200071876-20230511-2023-039-DC-DE  
Date de télétransmission : 16/05/2023  
Date de réception (préfecture) : 16/05/2023

Conformément à l'article R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération et à la mairie de Doué-en-Anjou durant un délai d'un mois, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au premier alinéa, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.  
Elle sera publiée sur le portail national de l'urbanisme.

La présente délibération est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales. La présente modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Douessin sera exécutoire dès lors qu'il a été publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'État.

**La délibération est adoptée à l'unanimité.**

Résultat des votes :

Pour : 73

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :



Jackie GOULET CLAISSE

*En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »*